



LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

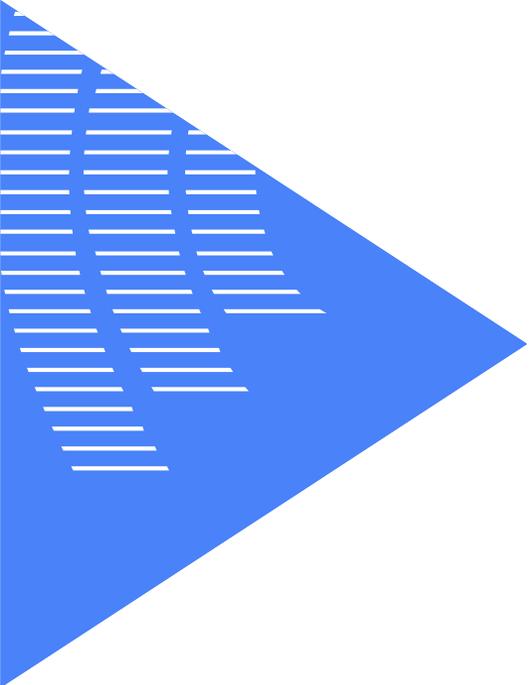
Réunion des banques

Toulouse, le 24 octobre 2024

Frédéric VISNOVSKY

Médiateur national du crédit aux entreprises

Secrétaire général adjoint de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en charge de la résolution



SOMMAIRE

- 1. Des entreprises résilientes face aux crises mais un début de dégradation des portefeuilles de crédit**
- 2. Les entreprises ont été soutenues par les PGE**
- 3. Des points d'attention croissants**
- 4. Faire mieux connaître les dispositifs existants de détection précoce et de soutien aux entreprises en difficulté**

1

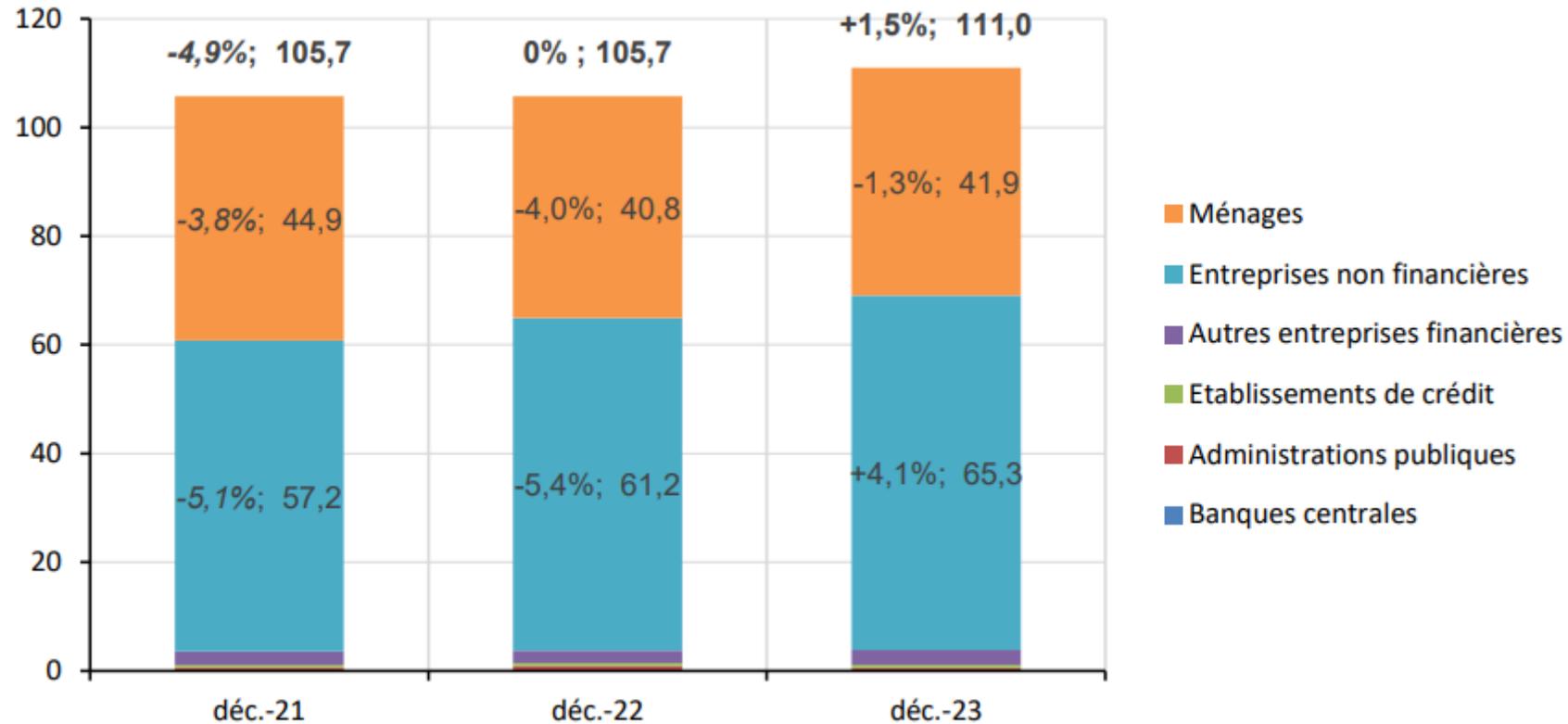
**DES ENTREPRISES RÉSILIENTES
FACE AUX CRISES MAIS UN
DÉBUT DE DÉGRADATION DES
PORTEFEUILLES DE CRÉDIT**

1.1. Des entreprises résilientes face aux crises

1. Une croissance du chiffre d'affaires avec des évolutions individuelles contrastées
2. Le taux de marge a résisté mais des différences sectorielles
3. Le taux d'endettement diminue
4. La hausse des taux impacte le coût du service de la dette
5. Un besoin en fonds de roulement stable et une trésorerie qui s'érode progressivement
6. Une capacité de remboursement préservée
7. Un financement des entreprises resté dynamique post COVID
8. La médiation du crédit peu sollicitée

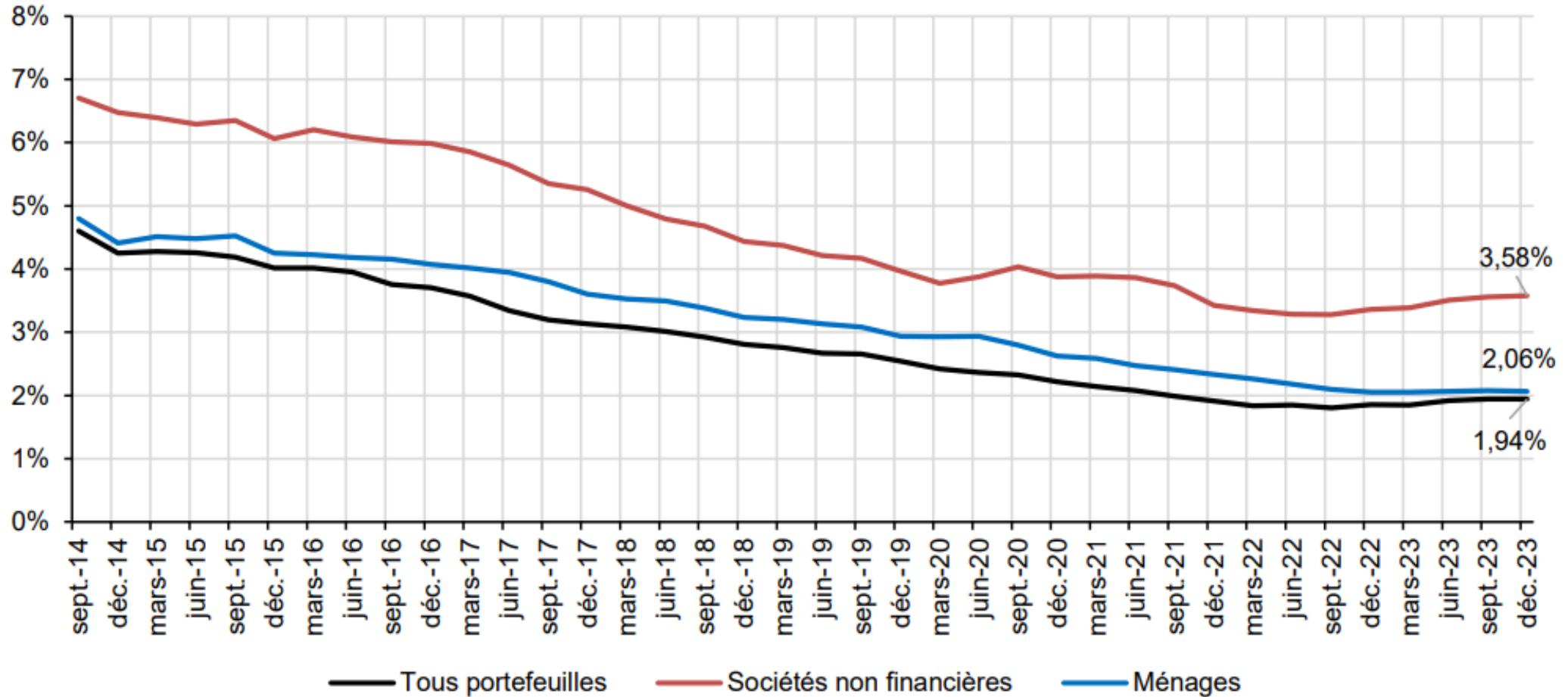
Source : Bulletin de la Banque de France – juillet/août 2024 La situation financière des PME en 2023 : anatomie d'une résilience

1.2. Des actifs de qualité, même si des signes de détérioration apparaissent sur le portefeuille des entreprises



Source : ACPR – Analyses et Synthèses - La situation des grands groupes bancaires français à fin 2023

1.3. Des taux de prêts non performants qui restent faibles

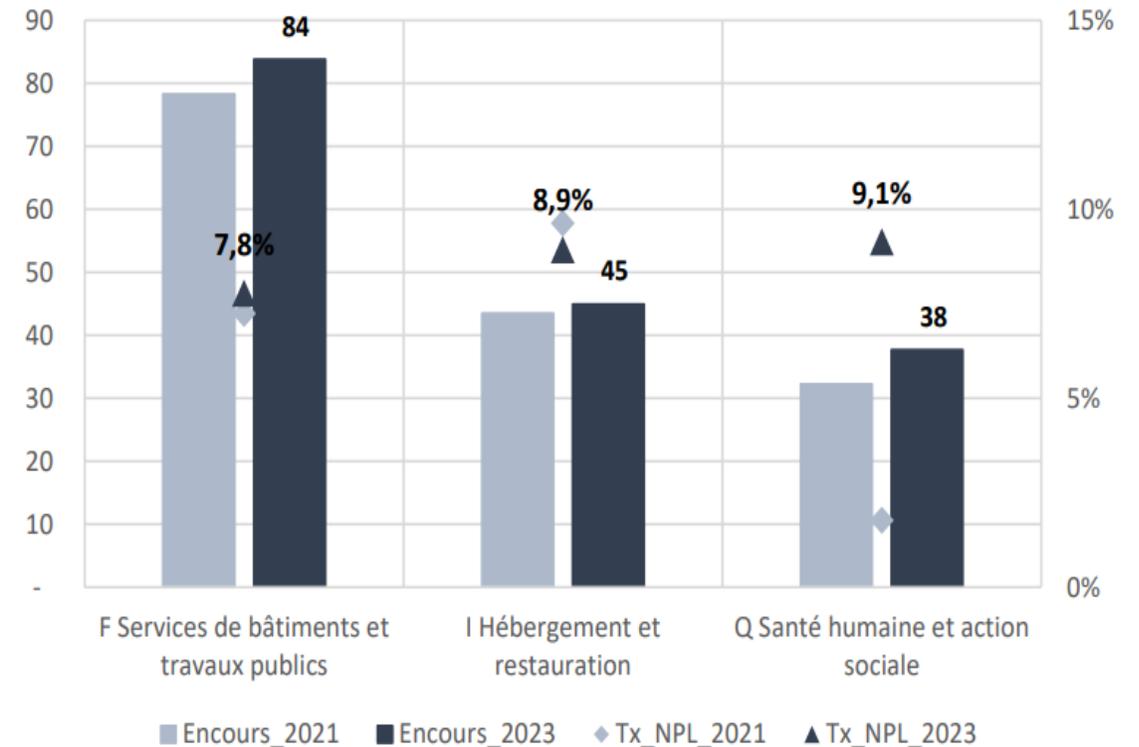
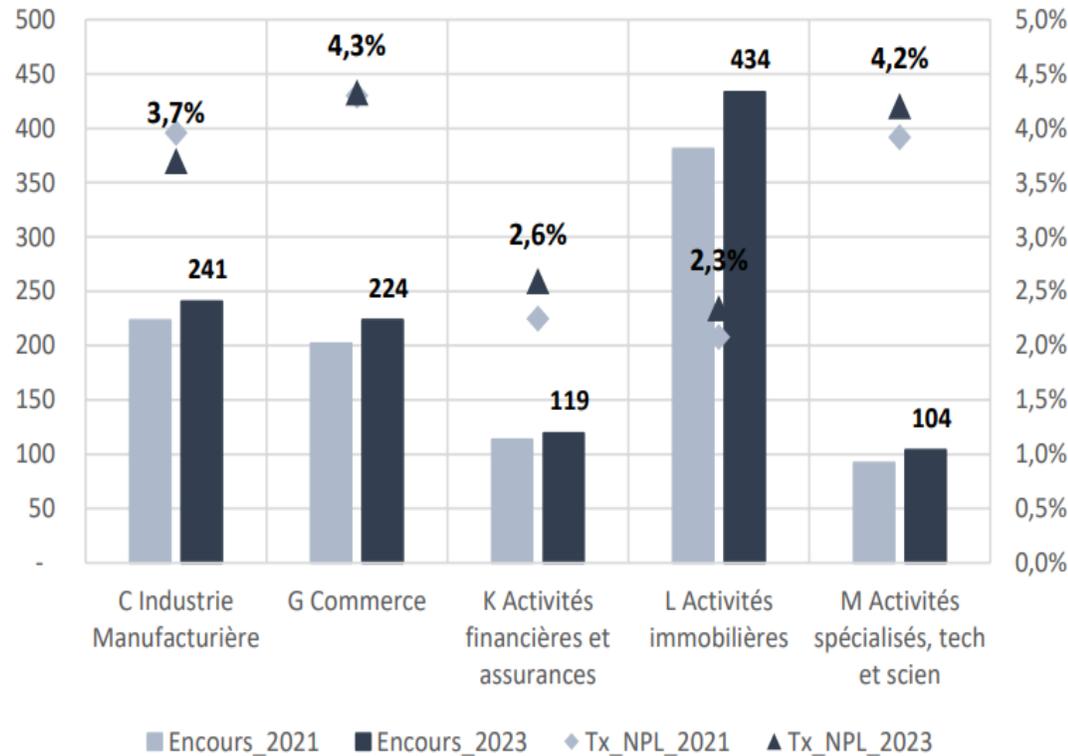


Source : ACPR – Analyses et Synthèses - La situation des grands groupes bancaires français à fin 2023

1.4. Les secteurs les plus importants ne présentent pas de taux de prêts non performants élevés

Les 5 secteurs qui concentrent plus de 60 % de l'encours de crédits aux entreprises présentent un taux de NPL inférieur à 4,5 %.

Les trois secteurs avec le taux de NPL le plus élevé représentent moins de 10 % de l'encours aux entreprises



Source : ACPR – Analyses et Synthèses - La situation des grands groupes bancaires français à fin 2023



2

LES ENTREPRISES ONT ÉTÉ SOUTENUES PAR LES PGE

2.1. Les PGE ont été largement octroyés et les remboursements s'opèrent normalement

	Octroi de PGE			Remboursement restant dû			Appels en garantie		
	Hte G	Occ.	FR	Hte G	Occ.	FR	Hte G	Occ.	FR
GE	-	0,02 %	11,2 %	-	100 %	37,6 %	-	-	0,5 %
ETI	26,5 %	14,4 %	14,0 %	25 %	35 %	35,0 %	13,8 %	11,1 %	2,5 %
PME	43,6 %	50,5 %	46,6 %	36 %	39 %	38,5 %	3,1 %	2,5 %	2,7 %
TPE	29,5 %	34,6 %	27,4 %	37 %	41 %	40,7 %	5,8 %	4,8 %	4,7 %
Total	3 Mrds	10,4 Mrds	145 Mrds	33 %	39 %	38,6 %	6,7 %	4,5 %	3,0 %

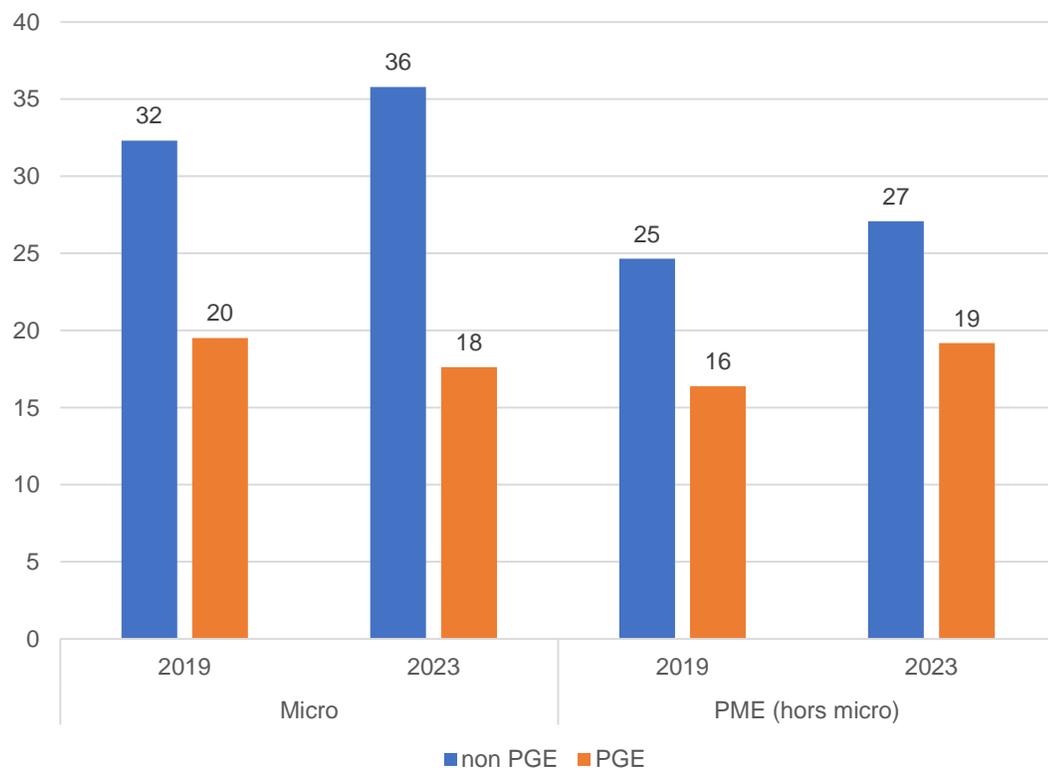
Hors « divers »

Source : Banque de France – à partir des données de BPI

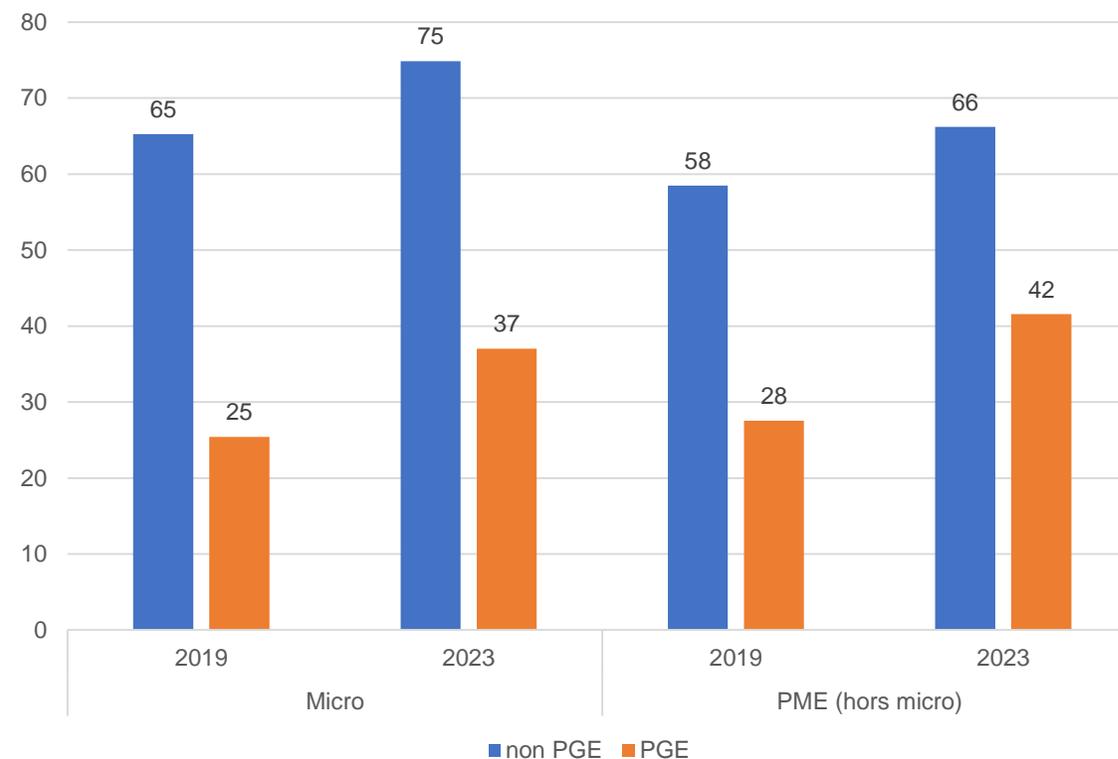
2.2. Les différences entre entreprises bénéficiaires ou non de PGE reflètent des différences structurelles (1/2)

Un taux de marge et une trésorerie plus faibles pour les bénéficiaires de PGE

Taux de marge (EBE/VA en %)



Trésorerie (en jours de CA)

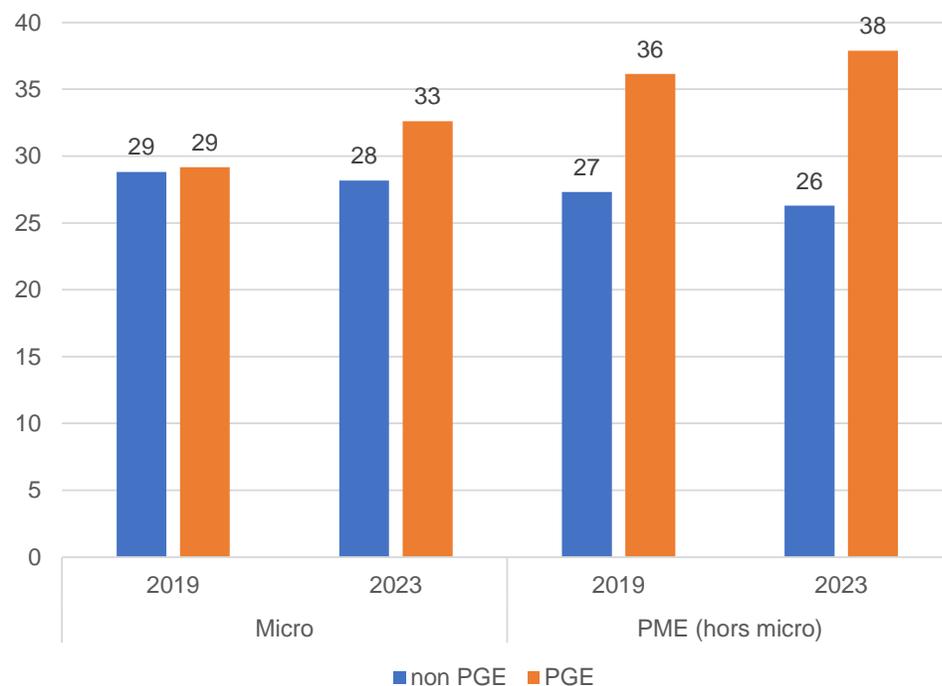


Source : Rapport 2024 de l'Observatoire du financement des entreprises (publication d'ici mi-novembre)

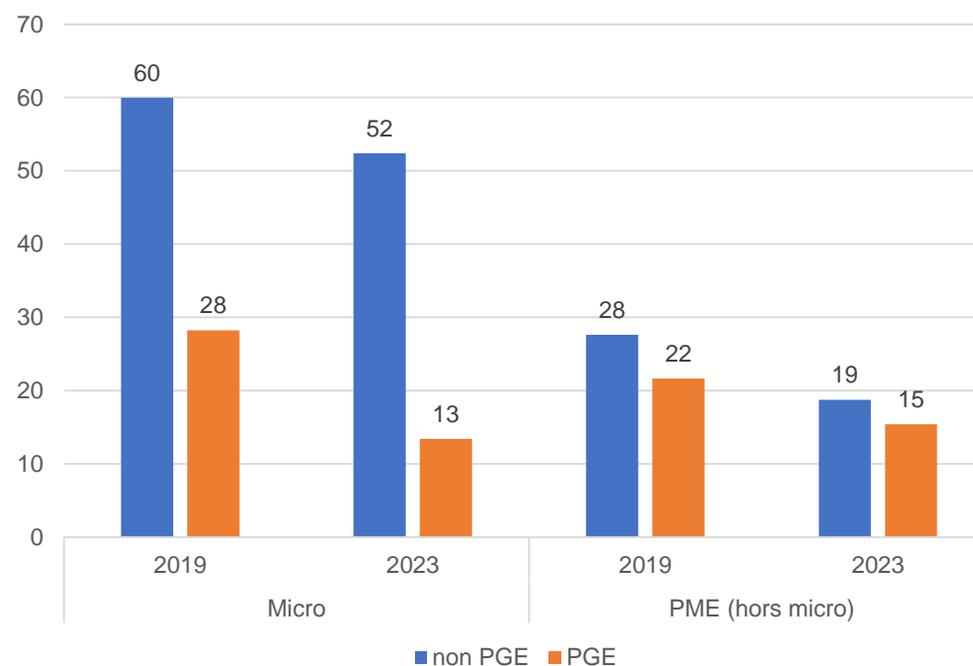
2.2. Les différences entre entreprises bénéficiaires ou non de PGE reflètent des différences structurelles (2/2)

Un BFR plus élevé chez les PME et un endettement moins important chez les TPE

BFR (en jours de CA)



Endettement net / capitaux propres (en %)



Source : Rapport 2024 de l'Observatoire du financement des entreprises (publication d'ici mi-novembre)

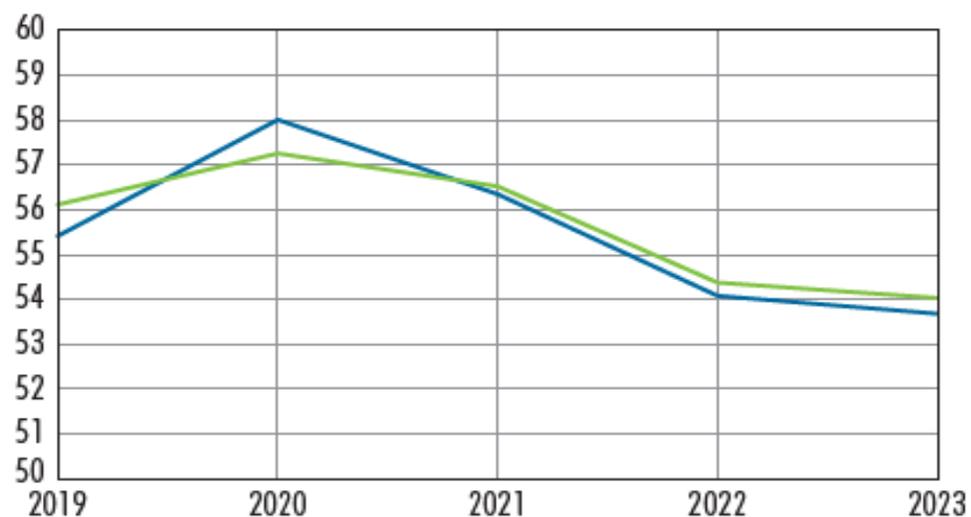
2.3. Les entreprises bénéficiaires de PGE ont mieux maîtrisé leurs délais de paiement même si la situation des TPE se détériore légèrement en 2023

Délais de règlement des fournisseurs selon la souscription ou non d'un prêt garanti par l'État (PGE)

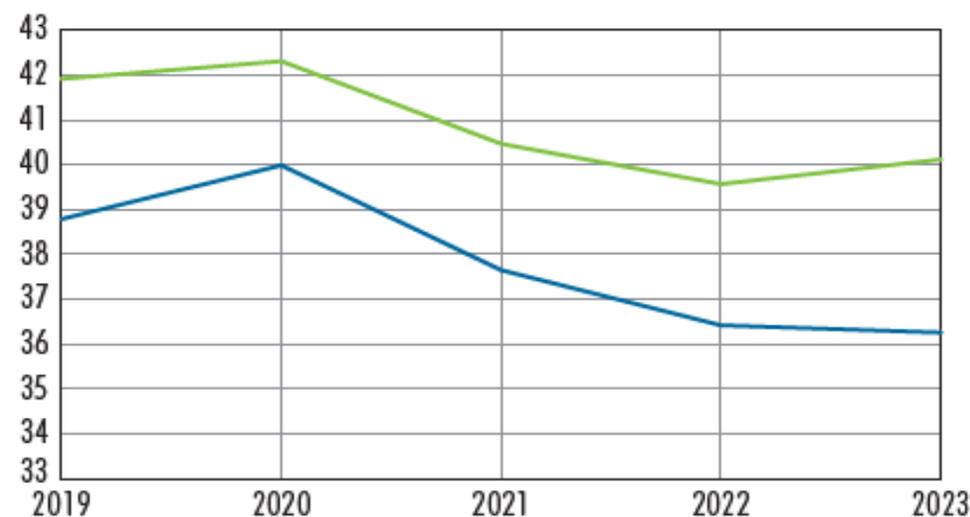
(en jours d'achats)

— Entreprises n'ayant pas souscrit de PGE — Entreprises ayant souscrit un PGE

a) PME hors microentreprises



b) Microentreprises



Champ : Unités légales hors sociétés civiles indépendantes et secteur financier.

Note : PME, petites et moyennes entreprises.

Source : Banque de France, base FIBEN (données à fin août 2024).

Source : Banque de France – Bulletin 254/4



3

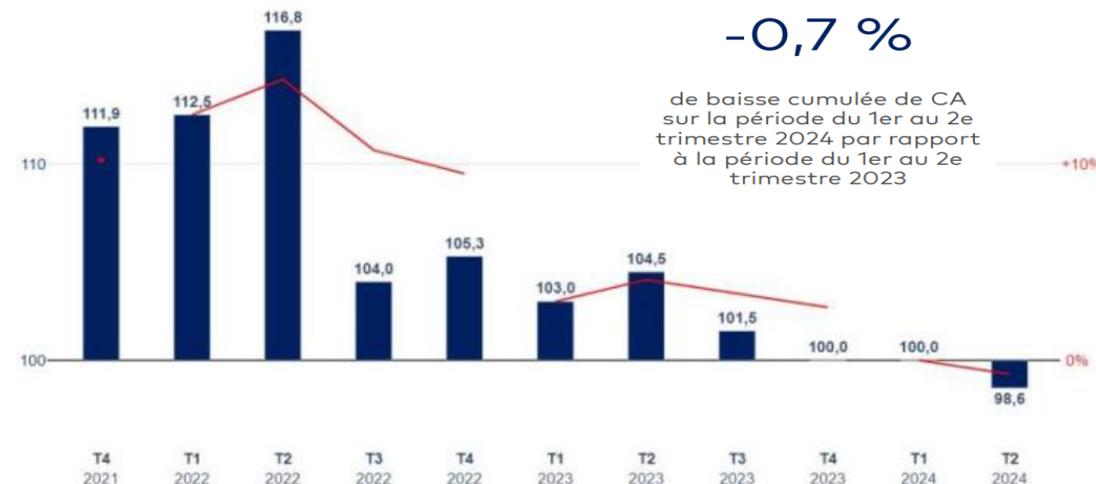
DES POINTS D'ATTENTION CROISSANTS

3.1. Un ralentissement de l'économie qui pèse sur l'activité des entreprises en 2024

PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES

En %	2022	2023	2024	2025	2026
PIB	2,6	1,1	1,1	1,2	1,5
Investissement des entreprises	1,6	2,5	- 0,7	1,2	2,3
Inflation	5,9	5,7	2,5	1,5	1,7

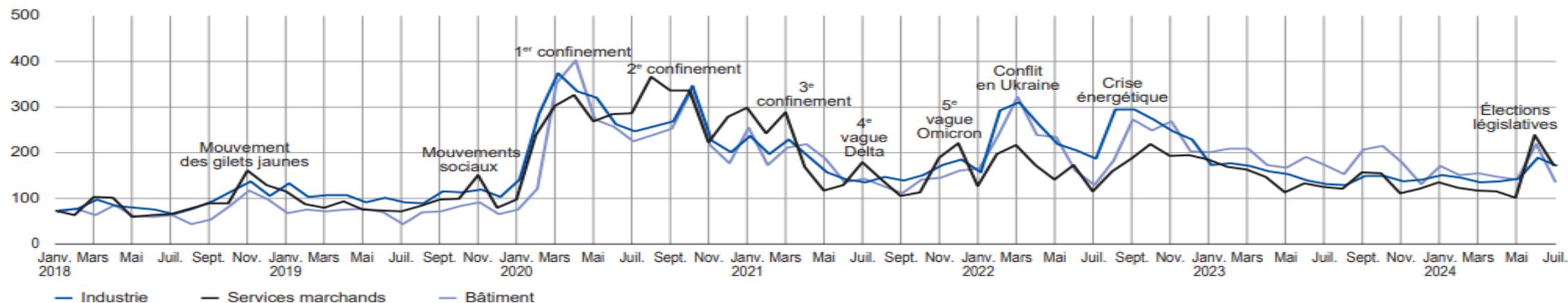
Source : Banque de France – Projections macroéconomiques septembre 2024



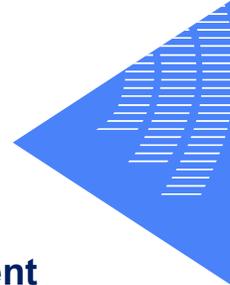
Source : Image juin 2024 – Ordre des Experts Comptables

INDICATEUR D'INCERTITUDE DANS LES COMMENTAIRES DE L'ENQUÊTE MENSUELLE DE CONJONCTURE (EMC)

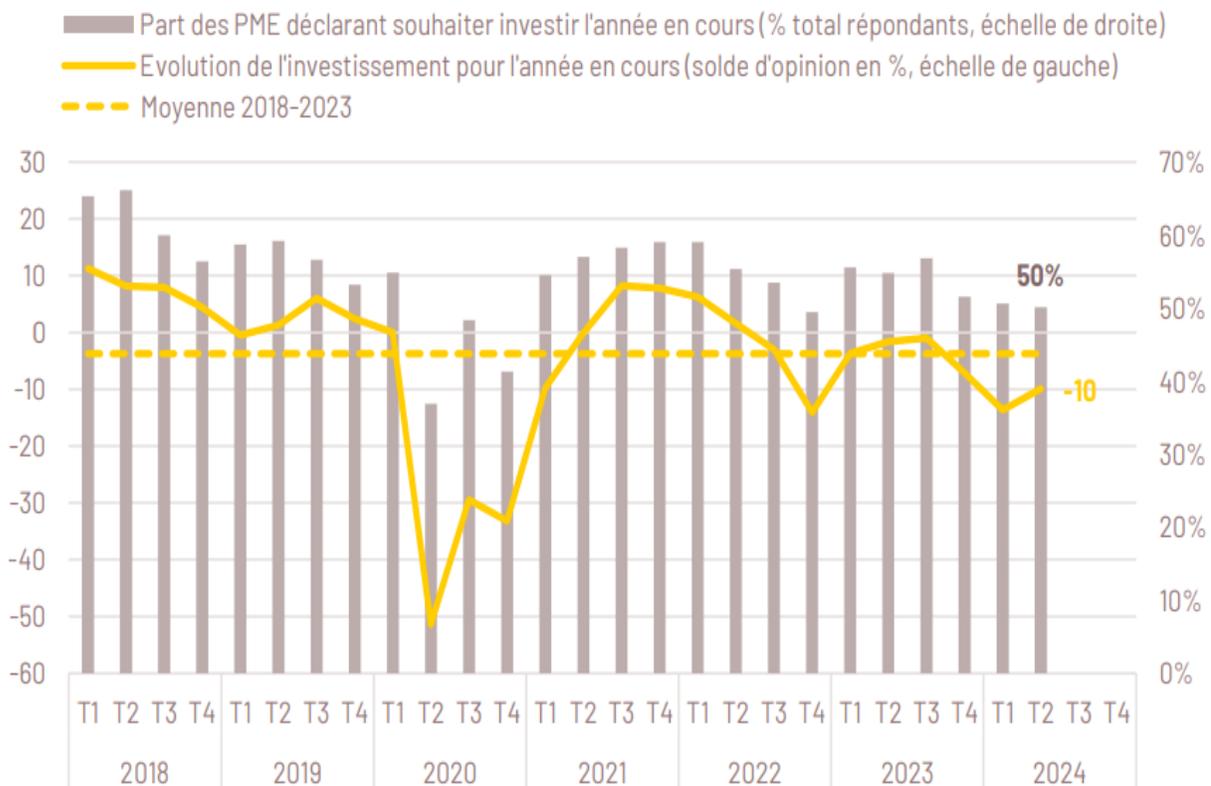
(données brutes)



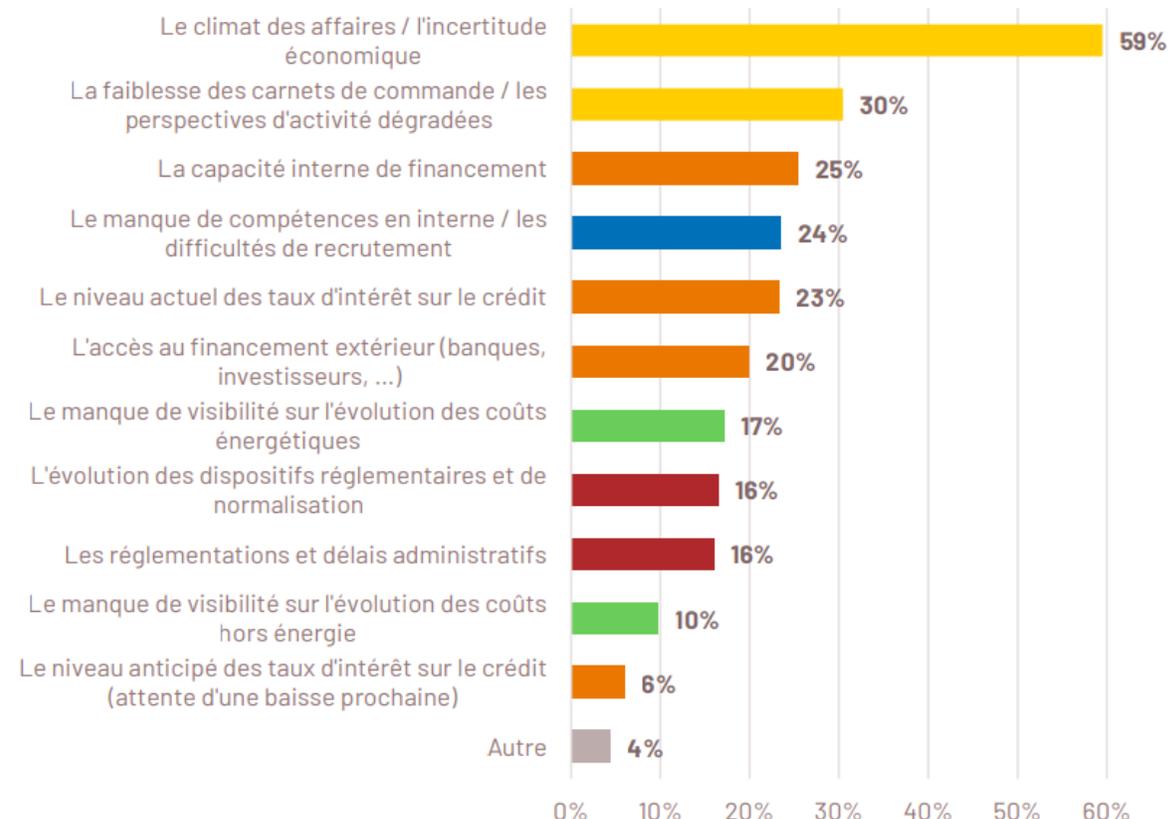
3.2. Une dynamique de l'investissement qui ralentit



Évolution de l'investissement pour l'année en cours



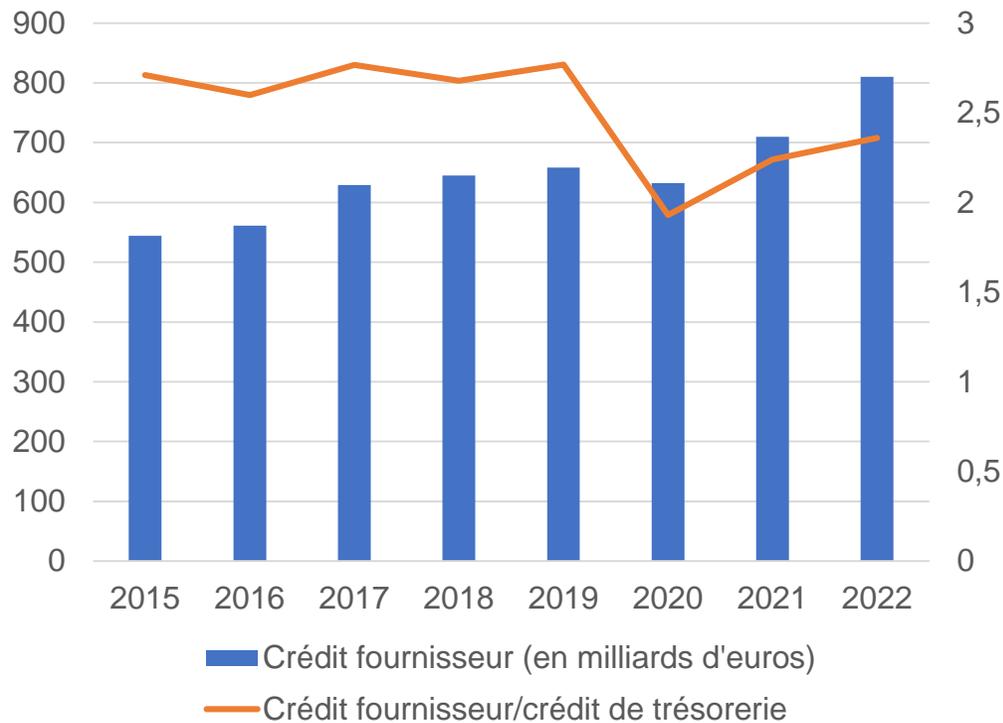
Freins pouvant influencer les décisions d'investissement



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode - Baromètre trimestriel mai 2024
Trésorerie, investissement et croissance des PME / TPE

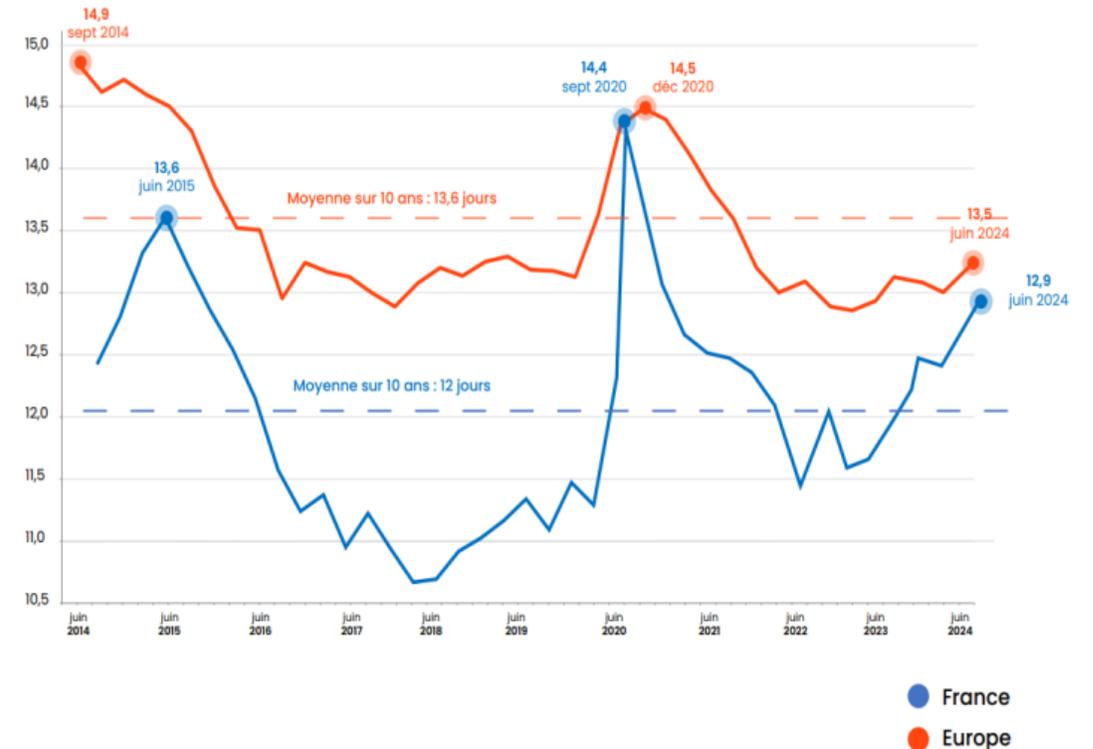
3.3. Un crédit inter entreprises très important et des retards de paiement qui augmentent, pénalisant les TPE-PME à hauteur de 15 milliards d'euros

Crédit fournisseur et crédit de trésorerie



Source : Banque de France

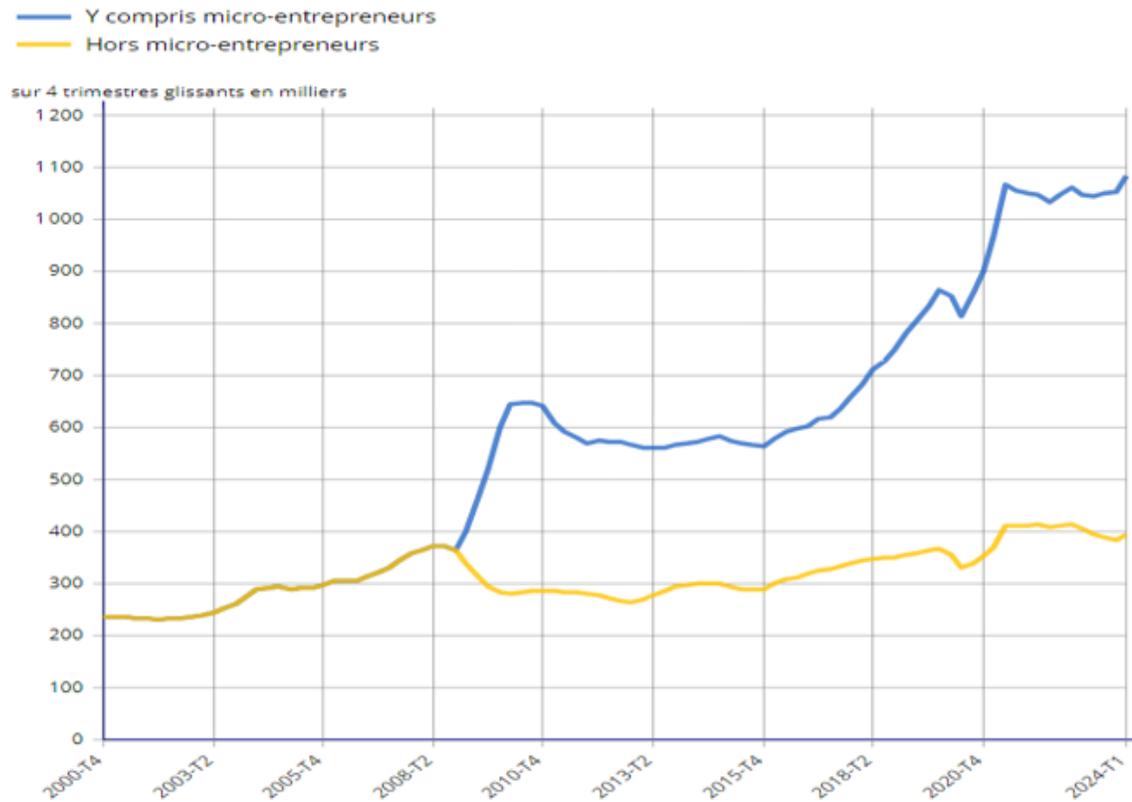
Évolution des retards de paiement (en jours)



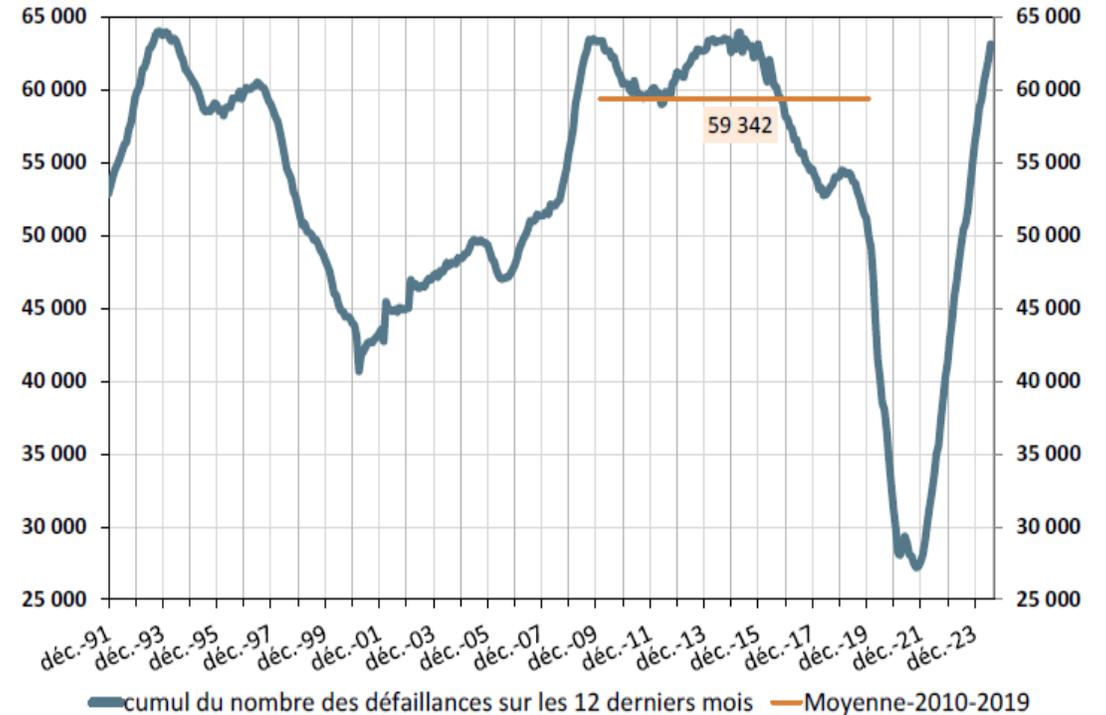
Source : Altares

3.4. Une dynamique entrepreneuriale mais des défaillances en hausse avec des impacts plus élevés (1/2)

Créations d'entreprises



Défaillances cumulées sur 12 mois

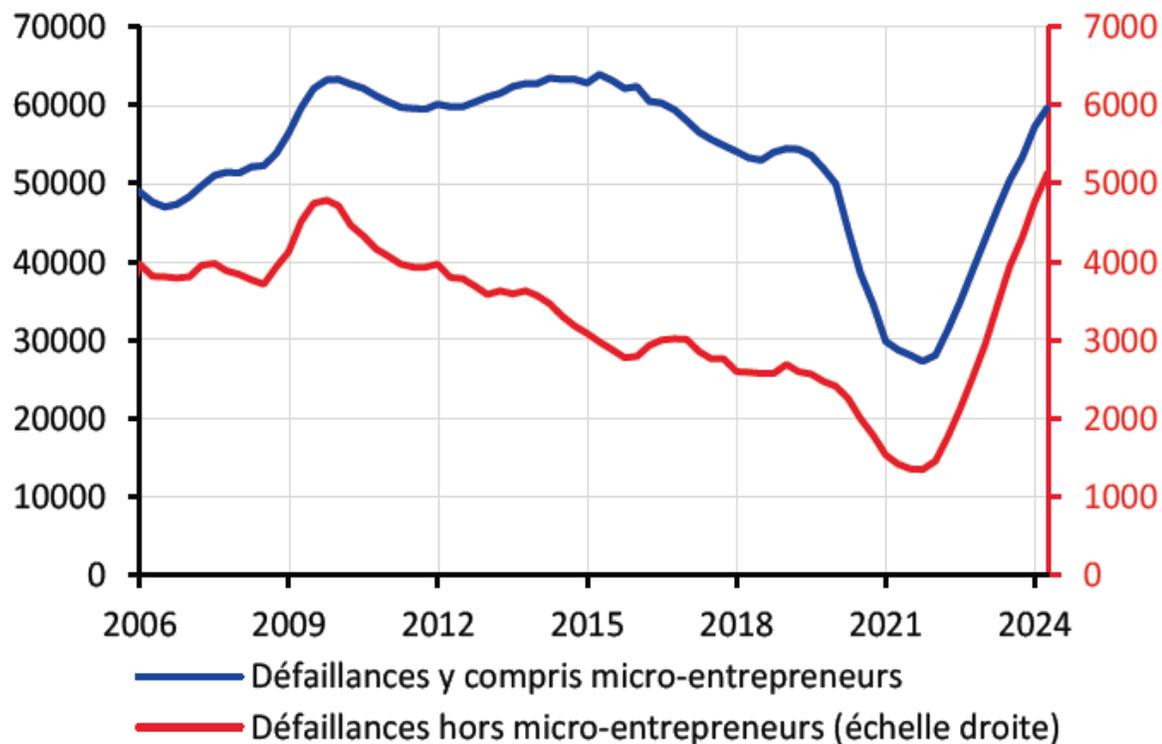


Note : La courbe orange représente la valeur moyenne du nombre de défaillances cumulé sur douze mois observé mensuellement entre le mois de janvier 2010 et le mois de décembre 2019.

Source : Banque de France

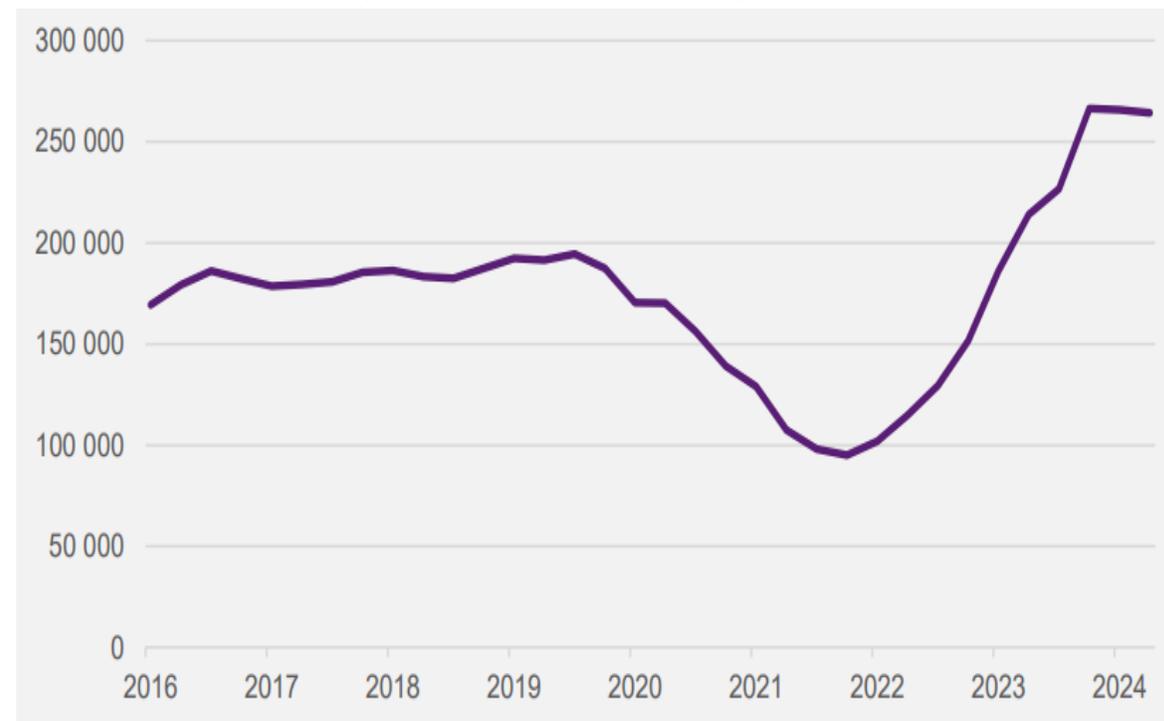
3.4. Une dynamique entrepreneuriale mais des défaillances en hausse avec des impacts plus élevés (2/2)

Défaillances des entreprises par taille



Source : Rapport sur la stabilité financière – juin 2024 (Banque de France)

Nombre d'emplois menacés par les défaillances (données sur 12 mois)

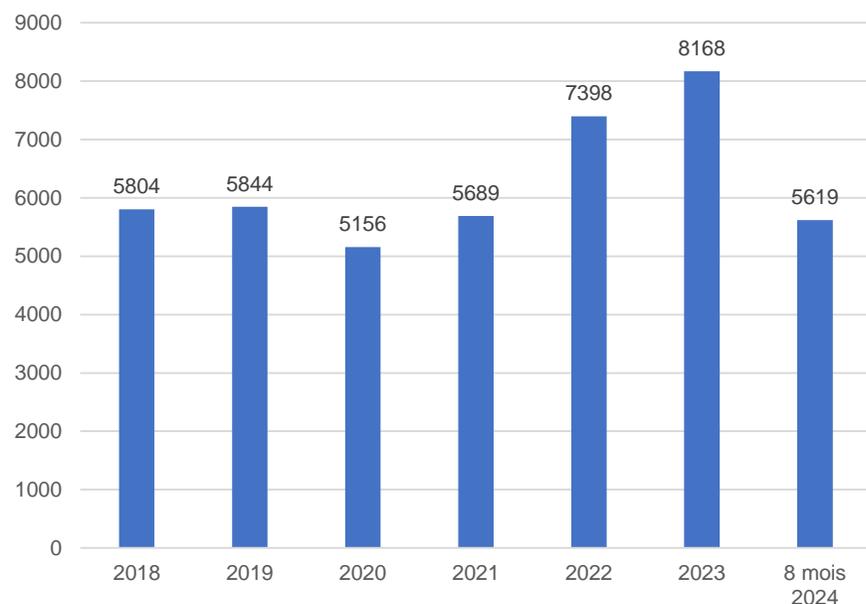


Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

3.5. Des risques de tensions croissantes sans que les procédures préventives soient suffisamment utilisées

	1 ^{er} semestre 2024	Variation sur 1 an
Ordonnances pour injonction de payer	66 230	- 5,5 %
Inscriptions des privilèges du trésor	2 281	+ 10 %
Inscriptions des privilèges de la sécurité sociale	14 125	+ 32 %

Source : Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce - Baromètre national des entreprises – 1^{er} semestre 2024



Nombre de salarié	2021	2022	2023
Aucun salarié	70 %	65 %	59 %
1 à 10	16 %	18 %	19 %
11 à 50	9 %	12 %	15 %
51 à 200	3 %	4 %	5 %
201 à 1000	1,2 %	1,3 %	1,5 %
Plus de 1000	0,5 %	0,3 %	0,4 %

% calculés sur les dossiers dans lesquels l'information sur le nombre de salariés est disponible

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

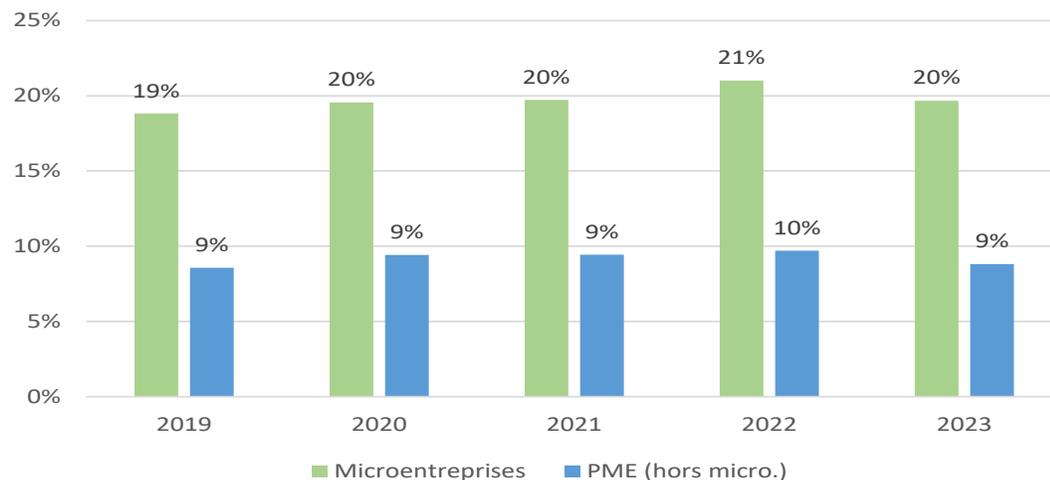
3.6. Des enjeux structurels importants pour les entreprises

Part dans la valeur ajoutée des entreprises (en %)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Europe
Micro	17	17	26	26	20
PME (hors micro)	26	33	38	34	33

Source : Commission européenne - SME Performance Review

Part des entreprises avec des capitaux propres négatifs



Source : Banque de France

Répartition de la valeur ajoutée selon les 3 principales branches (en %)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Europe
Industrie	13	24	20	17	20
Commerce	18	16	20	22	18
Services	52	45	44	44	44

Partage de la valeur ajoutée (en %)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Zone EU
EBE	34	40	42	39	41
Salaires	50	51	42	46	48
Impôts	5	1	3	2	3

Source : INSEE – Les entreprises en France – Edition 2023

4

FAIRE MIEUX CONNAÎTRE LES DISPOSITIFS EXISTANTS DE DÉTECTION PRÉCOCE ET DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

4.1. ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES

Une mission confiée au médiateur des entreprises et au médiateur du crédit

Trois objectifs

Analyser

- Établir un diagnostic de la situation économique et financière des TPE - PME

Faire connaître

- Faire mieux connaître les dispositifs existants de détection précoce et de soutien aux entreprises en difficulté

Écouter

- Appréhender les opportunités et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ces dispositifs

4.2. Un soutien nécessaire aux entreprises (1/2)

Mieux connaître les dispositifs existants de détection précoce et de soutien aux entreprises en difficulté

La « boîte à outils » du dirigeant

À TOUS LES STADES DE LA VIE DE L'ENTREPRISE



MÉDIATION
DU CRÉDIT

VOUS ÊTES
UNE ENTREPRISE
EN CRÉATION,
EN DÉVELOPPEMENT
OU EN CROISSANCE.



03 ANTICIPATION

Dialoguez avec vos partenaires

- 05 Dotez-vous des outils indispensables à la gestion de votre entreprise

07 ACCOMPAGNEMENT

N'hésitez pas à vous faire accompagner

- 010 Osez le règlement amiable des différends

012 PRÉVENTION

Utilisez les outils de diagnostic

- 014 Ouvrez les portes de la prévention de vos difficultés

4.2. Un soutien nécessaire aux entreprises (2/2)

VOTRE BANQUE

c'est votre partenaire financier avec lequel une relation de confiance doit être établie, notamment par un dialogue régulier et le plus en amont possible avec votre conseiller, particulièrement si vous pensez rencontrer prochainement des difficultés, plus ou moins importantes, avec des incidences sur vos comptes ou vos remboursements de crédit.

Une demande de crédit doit répondre à un besoin identifié par le dossier et ses documents financiers, s'appuyant sur des éléments objectifs : plus la demande sera bien structurée et bien documentée, plus elle aura une chance d'aboutir.

- Comme pour tout crédit, votre banque analyse la capacité de remboursement de votre entreprise.
- Votre banque examine le chiffre d'affaires, le cycle d'exploitation, le type d'activité et le besoin de financement et échange avec vous pour déterminer le type de crédit qui peut être accordé.
- Aussi, votre banque aura besoin des principaux documents comptables et financiers qui lui permettent d'apprécier la situation et les perspectives de votre entreprise : bilan, compte de résultat, compte de résultat prévisionnel, plan de trésorerie, besoin en fonds de roulement.
- Le coût du crédit est principalement constitué de frais de dossiers et d'intérêts débiteurs, ainsi qu'éventuellement des commissions selon la nature du crédit.
- Votre banque peut vous demander d'apporter une garantie, par exemple une caution, le nantissement de titres ou une assurance-vie (cas particulier des entrepreneurs individuels EI).



Comment améliorer le rôle de la banque dans l'anticipation

Faut-il informer l'entreprise de la déclaration de défaut faite à la Banque de France